Le dialogue continue entre Gitega et Bruxelles en vue d'une levée des sanctions

RFI,Â 23/06/2021 AuÂ Burundi,Â le chef de la diplomatie Albert Shingiro et lâ€™ambassadeur de lâ€™Union europÃ©enne Bochu entourÃ© ses collÃ¨gues des Ã©tats membres vont reprendre ce mercrediÂ matin dans un grand hÃ´tel de Bujumbura, le dialogue politique en vue de la levÃ©e des sanctions prises contre Gitega en 2016.Â Ce dialogue, au point mort depuis lors a repris en fÃ©vrier, Ã la suite de lâ€™accession au pouvoir du successeur de Nkurunziza.

Objectif affichÃ© pour ce nouveau round de nÃ©gociations,Â tenter de conclure le plus rapidement possible un dialogue politique qui a repris il y a Ã peine prÃ¨s de six mois, mais qui a dÃ©jÃ franchi une premiÃ¨re Ã©tape avec la dÃ©cision des groupes dâ€™experts de Bruxelles de lancer le processus qui va conduire Ã terme, Ã une levÃ©e des sanctions budgÃ©taires contre le gouvernement burundais. En 2016, ces sanctions avaient Ã©tÃ© dÃ©cidÃ©es au plus fort de la crise nÃ©e de la dÃ©cision de l'ancien prÃ©sident, aujourd'hui dÃ©funt, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisiÃ¨me mandat, une annÃ©e plus tÃ´t. Le pouvoir burundais Ã©tait alors engagÃ© dans une rÃ©pression sanglante qui a poussÃ© Ã l'exil les principales figures l'opposition, de la sociÃ©tÃ© civile et des mÃ©dias, selon l'ONU. C'est dans ce contexte que l'Union europÃ©enne et ses Ã‰ta membres ont fait le pari que l'imposition de sanctions devrait ramener Ã la raison les dirigeants du Burundi, alors classÃ© parmi les cinq pays les plus pauvres du monde. Il n'en a finalement rien Ã©tÃ©. Gitega sâ€™est plutÃ´t se radicalisÃ© et a cha d'alliance en se tournant vers la Chine et la Russie, qui lui ont apportÃ© un soutien sans failles dans les instances internationales, reconnaissent aujourdâ€™hui des diplomates. Situation diffÃ©rente Cinq ans plus tard, la situation a radicalement changÃ©. Le nouveau chef de l'Ã‰tat burundais, Ã‰variste Ndayishimiye, a hÃ©ritÃ© d'un pays devenu aujourd'h le plus pauvre du monde et dont l'Ã©conomie est bord du gouffre. Alors que du cÃ´tÃ© europÃ©en, on est Ã la recherche d'un levier qui permette de peser de nouveau sur ce rÃ©gime. Chaque partie a donc acceptÃ© de mettre un peu d'eau dans son vin. Câ€™est un Â«Â pas importantÂ Â» qui a Ã©tÃ© franchie grÃ¢ce Ã Â«Â des Ã©volutions positives qui ont Ã©tÃ© initiÃ©e Ã‰variste Ndayishimiye en termes de bonne gouvernance, dâ€™Ã©tat de droit et des droits de lâ€™hommeÂ Â», sâ€™est rÃ© Bochu lundi, juste aprÃ¨s lui avoir annoncÃ© Â«Â la bonne nouvelleÂ Â». Mais il prÃ©vient : Â«Â Câ€™est une Ã©tape nÃ©ces vient dâ€™Ãªtre franchie, mais pas suffisanteÂ Â», avant de rappeler que dâ€™autres progrÃ¨s sont espÃ©rÃ©s au cours des p mois. Les autoritÃ©s attendues au tournant par l'UE Gitega est donc attendue sur des sujets tels que lâ€™ouverture de lâ€™espace politique, la libertÃ© des mÃ©dias, une renaissance de la sociÃ©tÃ© civile ou encore lâ€™Ã©pineuse question de de quotas ethniques aux ONG internationales. Les ONG internationales et locales des droits de lâ€™homme justement, ont dÃ©noncÃ© une annonce prÃ©cipitÃ©e, en accusant le pouvoir burundais de faire des gestes plutÃ´t Â«Â symboliquesÂ Â» tou continuant Ã commettre de graves violations des droits humains. Lâ€™Union europÃ©enne en est consciente, selon un de ses diplomates. Mais câ€™est le prix Ã payer selon lui, pour avoir de nouveau un levier contre un pouvoir qui sâ€™Ã©tait montrÃ© intransigeant jusquâ€™ici. La balle est donc dans le camp du pouvoir burundais, qui doit donner de nouveau gages Ã son principal bailleur de fonds europÃ©en.